

Pour une transformation des Systèmes Alimentaires : Le véritable coût de notre alimentation

Synthèse de l'atelier de l'après-midi du 22 mai 2024, 23 participants·e·s

Questions et enjeux méthodologiques

Une grande part des discussions lors de l'atelier a été consacrée aux questions de méthodologie, exprimées à différents niveaux lors du tour de table initial et qui portaient notamment sur :

- Les différences entre les méthodologies (avantages et limites) ;
- La question des périmètres retenus pour l'évaluation des coûts et des échelles sur lesquelles portent les études ;
- La disponibilité et la qualité des données ;
- L'utilisation des résultats.

Différentes méthodes

Il y a encore de grandes différences entre les méthodes utilisées pour évaluer les coûts cachés de l'alimentation. Fondamentalement, il y a une différence significative entre recourir à une approche fondée sur les externalités (qui correspond à de l'argent « potentiel » dans le sens où nous ne savons pas exactement qui paye les coûts correspondants) et recourir à une approche fondée sur les coûts sociétaux (qui correspond directement à l'argent mis en jeu par les acteurs publiques).

La méthode utilisée dans le rapport SOFA 2023 provient d'une entreprise (True price) qui a recours à des barèmes qui sont variables selon les études et les commanditaires des études. Cela peut présenter l'avantage d'un gain de temps et d'uniformisation lorsque les coûts sont évalués pour un nombre important de pays, cependant cela crée des biais importants.

Le BASIC utilise une entrée par les flux physiques et les chaînes de valeurs¹. Les flux physiques sont l'expression matérielle de ce qui se joue dans les systèmes alimentaires. Par conséquent, sur un territoire donné, le BASIC considère que l'on peut étudier les flux de production ou bien les flux de consommation et qu'il faudrait une approche plus holistique pour reconnecter le système alimentaire de production et le système alimentaire de consommation.

L'évaluation des coûts cachés est complexe donc difficilement généralisable bien qu'un travail pour tendre vers une systématisation des méthodes d'évaluation soit nécessaire.

¹ Le prochain rapport de l'observatoire des prix et des marges en France doit contenir ces flux mis à jour.

Les périmètres des analyses

La question du périmètre des analyses est cruciale et porte en particulier sur la comptabilisation des coûts générés via l'importation ou l'exportation de denrées brutes ou transformées. En France il n'y a pas d'évaluation systématique de ces coûts extraterritoriaux. Or en France, comme en Europe, une bonne partie des coûts totaux sont ainsi externalisés. De la même façon, la Chine, qui a une politique actuelle de limitation de sa production pour réduire les conséquences environnementales, augmente en conséquence ses importations et donc externalise les coûts environnementaux dans ses zones d'approvisionnement. Il serait important d'évaluer les bénéfices sociétaux des relocalisations bien qu'elles s'accompagnent aussi de la relocalisation de la production de CO2 et de la pollution.

Le BASIC travaille à différentes échelles des systèmes alimentaires mais se heurte souvent à la dissociation des deux extrémités du système alimentaire (production d'un côté, consommation de l'autre) qui vient de la complexité des flux entrants et sortants dans un territoire donné (les producteurs n'étant pas forcément les premiers consommateurs de ce qu'ils produisent), ainsi que de la difficulté des entreprises de pouvoir bien identifier l'origine des matières premières qu'elles transforment.

Par ailleurs, le choix des variables utilisées dans les méthodes d'évaluation des coûts cachés, et de leurs pondérations ou non dans les modèles, impacte les conclusions que l'on peut tirer des analyses. A titre d'exemple, le recours à certaines variables dans des contextes insulaires riches en biodiversité peut amener à penser qu'il faudrait ne plus produire localement et importer l'intégralité des denrées alimentaires pour freiner l'érosion du vivant (GIS REVALIM).

Au final, quelles données sont nécessaires pour calculer les coûts cachés de l'alimentation ? D'une façon générale il faudrait mieux standardiser le périmètre des coûts à comptabiliser pour mieux comparer les estimations. Mais se pose aussi le problème que certains coûts sont difficiles voire impossibles à évaluer (coût de la vie humaine, du bien-être animal...) et, de toute façon, de la hiérarchisation des valeurs par rapport au fait de tout monétiser.

La disponibilité et la qualité des données

De nombreuses bases de données existent (ex : conséquences sanitaires de l'alimentation), mais elles ne sont pas toujours facilement accessibles et nécessiteraient un gros travail de standardisation. Au niveau des industriels qui transforment des produits alimentaires, il existe de vraies difficultés logistiques quant à l'identification exacte de l'origine des différents ingrédients qui les composent. Et ce d'autant plus que les sources d'approvisionnements peuvent vite changer selon les opportunités du marché. Il y a un besoin de plus de transparence sur les flux/origines chez les industriels et au sein de chaque filière mais la réglementation est insuffisante et les coûts associés à cette traçabilité plus fine peuvent s'avérer élevés. Il se pose aussi la question de l'évaluation des coûts cachés dans les pays du Sud pour lesquels il semble de prime abord difficile d'accéder à des données suffisamment précises et exhaustives. Des bases de données de santé publique seraient toutefois disponibles et exploitables dans certains pays.

L'utilisation des résultats

Quelle que soit la méthode d'évaluation des coûts cachés choisie, il reste toujours la question fondamentale d'identifier le ou les responsables (consommateurs, producteurs, industriels, pouvoirs publics ?) des différents coûts au sein d'une chaîne de valeur et de définir qui doit supporter ces coûts.

Une manière de répondre à cette question serait la mise en responsabilité des bailleurs publics, par exemple en diffusant largement l'information sur les conséquences de leurs subventions aux acteurs agroalimentaires.

Une seconde option serait une meilleure information des consommateurs sur les coûts cachés des produits (type certification « low hidden cost ») en utilisant des indicateurs simples et accessibles au grand public.

Un débat démocratique est nécessaire pour sensibiliser les consommateurs et les décideurs publics ainsi que pour décider et impulser les changements vers une réduction des externalités négatives.

Perspectives

- Idée de montage d'un projet sur l'évaluation des coûts cachés de l'alimentation dans un territoire insulaire d'Outre-Mer tel que La Réunion :
 - Le caractère insulaire permet une « plus grande facilité » à retracer les flux de denrées alimentaires.
 - Sur les territoires ultra-marins français il y a de meilleures disponibilités et accessibilités de données pour alimenter les modèles de coûts cachés. Il y a aussi des initiatives ou projets existants qui permettraient de mutualiser les efforts.
 - Mais il est nécessaire de s'accorder sur le champ d'application et sur ce qu'on poursuit comme objectif. Est-ce qu'on veut se positionner par rapport à ce sujet des coûts complets et notamment collaborer avec la FAO pour la visibilité de nos instituts ? Ou alors, est-ce qu'on veut réaliser une étude, dans le but principal de lancer des collaborations montpelliéraines ?
- Invitation à des travaux de recherche qui décrivent mieux ce qui se passe au niveau des activités et acteurs intermédiaires des chaînes de valeurs (transformation, distribution) et répondre à la question de quelles seraient les caractéristiques des entreprises de systèmes alimentaires durables (autrement dit, trouver le juste milieu entre les grandes entreprises capitalistiques et les petites unités de transformation).

Liste et coordonnées des 23 participants à l'atelier

Prénom	Nom	Adresse électronique	Organisation ou Entreprise
Christophe	Alliot	christophe@lebasic.com	BASIC
Sylvie	Avallone	sylvie.avallone@institut-agro.fr	Institut Agro
Lorine	Azoulai	l.azoulai@ccfd-terresolidaire.org	CCFD - Terre Solidaire
Emma	Buhl	emma.buhl@eren.smbh.univ-paris13.fr	EREN (Equipe de Recherche en Epidemiologie Nutritionnelle)
Andréa	Cattaneo	andrea.cattaneo@fao.org	FAO
Cécile	Détang-Dessendre	cecile.detang-dessendre@inrae.fr	INRAE
Elsa	Dingkuhn	elsa.dingkuhn@wur.nl	Wageningen University & Research
Tristan	Dissaux	tristan@lebasic.com	BASIC
Mathilde	Ducro	mathilde.ducro@solagro.asso.fr	SOLAGRO
Julie-Anne	Fenger	fengerja@gmail.com	Conseil Ingrédients
Daniel	Fonceka	daniel.fonceka@cirad.fr	CIRAD
Franck	Galtier	galtier@cirad.fr	CIRAD
Denis	Gautier	denis.gautier@cirad.fr	CIRAD
Mohsen	Kayal	mohsen.kayal@ird.fr	IRD
Yodit	Kebede	kebede.yodit@gmail.com	Indépendante
Valérie	Marchal	valerie.marchal@educagri.fr	MASA
Yves	Martin-Prével	yves.martin-prevel@ird.fr	IRD
Sophie	Nicklaus	sophie.nicklaus@inrae.fr	INRAE
Natacha	Sautereau	natacha.sautereau@itab.asso.fr	ITAB - Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques
Ludovic	Temple	ludovic.temple@cirad.fr	CIRAD
Isabelle	Vagneron	vagneron@cirad.fr	CIRAD
Eric	Verger	eric.verger@ird.fr	IRD
Mathieu	Weil	mathieu.weil@cirad.fr	CIRAD